

Ni Macron, ni Le Pen !

Les candidats des deux partis qui ont géré alternativement l'État bourgeois depuis trois décennies sont éliminés au premier tour de l'élection présidentielle. Les candidats des organisations issues de la classe ouvrière (PS, PCF & PdG, NPA, LO) totalisent moins de 28 % des voix exprimées, contre 41 % en 2012, soit une perte près de 5 millions de voix. Les candidats des partis politiques de la bourgeoisie (EM, FN, LR & UDI, DIF, etc) obtiennent plus de 72 % des voix exprimées. Macron a 18,19 % des inscrits et Le Pen 16,14 %. L'abstention s'est élevée à plus de 22 %. En outre, beaucoup de jeunes, de chômeurs et de travailleurs peu qualifiés ne sont pas inscrits sur les listes électorales. Une partie notable des travailleurs ne peut pas s'inscrire à cause de son âge (apprentis) ou de sa nationalité (étrangers).

Les appareils du mouvement ouvrier sont les principaux responsables de cette lourde défaite. En 2012, les partis de la bourgeoisie discrédités, Hollande a pris le relais de Sarkozy comme fondé de pouvoir du capital. Le PS a dirigé pendant cinq ans les gouvernements avec le PRG et EELV qui ont mené une politique ouvertement au compte des intérêts de la bourgeoisie française : renforcement de la police et de l'armée, flexibilité de l'emploi, du temps de travail et des salaires, offensive contre les retraites, guerres au Mali, en Centrafrique, violences policières, étranglement de la santé publique, état d'urgence, déchéance de nationalité, chasse aux migrants, condamnations de syndicalistes, blocage quatre ans des salaires de fonctionnaires...

Le PS, le PCF et toutes les directions syndicales (CFDT, CGT, FO, Solidaires, UNSA...) ont participé à « l'union nationale » au moment des attentats avec le gouvernement, le Medef, LR et le FN. Les bureaucraties syndicales ont accepté de discuter tous les plans du gouvernement, certaines les ont approuvées (CFDT, UNSA) et les autres (CGT, FO, Solidaires, FSU) ont saboté les luttes des travailleurs, en particulier contre la loi El Khomri, par la multiplication des « journées d'action » contre toute perspective de grève générale. Le PCF, le PdG, LO, le NPA ont aidé Martinez.

Le candidat du PS, du PRG, du PE et d'EELV, Hamon, a payé le prix de la trahison de Hollande, d'autant qu'une bonne partie du gouvernement et du PS a soutenu Macron contre lui. Le candidat Mélenchon, soutenu par le PdG, Ensemble et le PCF, a mené campagne sur le terrain du FN : idéalisation des petits patrons qui sont souvent les pires exploités, renforcement des effectifs de la police, mise en cause de la « finance » et de l'Union européenne au lieu du capitalisme, retour au franc français, restriction à l'immigration, drapeaux tricolores et *Marseillaise*... LO et NPA ont refusé d'ouvrir la perspective de défense des manifestations et des grèves contre la police, de mise sur pied d'organes de lutte des ouvriers, employés, chômeurs et étudiants, d'un gouver-

nement des travailleurs basé sur ces organes et des États-Unis socialistes d'Europe.

Au second tour, même s'ils n'avaient pas la préférence de la grande bourgeoisie, les deux candidats sont au service des patrons qui les feront gouverner à leur compte. Ils ne se différencient que par la manière dont ils proposent de préserver et renforcer le capitalisme français (en restant associée avec l'Allemagne et les États-Unis pour Macron, en détruisant l'Union européenne et en misant sur la Russie pour Le Pen).

C'est au petit capital et à la petite-bourgeoisie effrayées par la concurrence internationale que s'adresse Le Pen. Elle capte leurs voix, ainsi que celles des flics et des militaires, mais aussi une partie de celles des travailleurs arriérés ou déboussolés, abusés par son discours « social » qu'elle n'appliquera jamais. Le Pen divise les travailleurs, elle promet tout aux Français, prétendant financer emplois, retraites, etc., non en faisant payer les patrons, mais en se débarrassant des étrangers, en installant un véritable apartheid, un État policier et en installant un protectionnisme aussi illusoire que rétrograde.

Ce rideau de fumée démagogique prépare en réalité des coups terribles contre la classe ouvrière et la jeunesse, à commencer par la remise en cause des libertés politiques, syndicales et démocratiques.

La politique qu'envisage de mener Macron, est dans la continuité de celle de Hollande et de Sarkozy, avec suppression de postes de fonctionnaires, chasse aux chômeurs, poursuite de la casse de ce qui reste de protecteur dans le Code du travail... Pourtant, ce qui reste des partis « réformistes » (PS, PCF) et toutes les directions syndicales (à part Mailly qui ne donne jamais de consigne pour ménager les fractions LR et FN dans les rangs de

FO) appellent à voter Macron. Faire croire aujourd'hui que le vote Macron est un barrage contre Le Pen ne fera que renforcer le parti fascisant. Mélenchon, à cette date, refuse de dire s'il s'abstiendra ou s'il ira voter Macron.

Le fascisme n'a jamais été arrêté par des bulletins de vote. S'il y avait un parti ouvrier révolutionnaire, il tenterait d'organiser le boycott de ce second tour.

Seul le front unique des travailleurs, la perspective de la prise du pouvoir par les travailleurs, de leur contrôle de l'économie, pourront rendre confiance, briser le FN qui se développe sur les ravages du capitalisme et sur les défaites de la classe ouvrière, ordonner la classe ouvrière et la jeunesse sur la ligne de l'affrontement contre le prochain gouvernement bourgeois. Dans les syndicats, il faut constituer des fractions pour la rupture avec la co-gestion et la collaboration de classe. Contre les partis sociaux-patriotes et leurs adjoints, il faut rassembler les travailleurs conscients dans un parti ouvrier révolutionnaire, section d'une nouvelle internationale communiste.

